Rénovation urbaine et stratégies familiales : une étude de cas

In: Sociétés contemporaines N°17, Mars 1994. pp. 11-27.

Abstract

Based on the results of a recent anthropological study, this paper analyzes the effects of an inner-city restoration on the families who were living there before. Although they went through a long economic impoverishment process, some of them were able to develop social strategies which were linked with their strong territorial insertion, and consisted in a socio-cultural asset mobilisation. This urban policy allowed them to convert their locally useful assets into a more widely valuable currency. At the same time they created new career opportunities for themselves.

Résumé

Cet article analyse les effets d'une opération de rénovation urbaine, menée dans un quartier urbain central d'une ville moyenne, sur la population qui en était originaire. Il s'agit d'une population traditionnellement ouvrière qui, à travers plusieurs facteurs liés à l'histoire de l'agglomération, s'était trouvée paupérisée. Bien que de faible niveau socio-économique, certains ménages ont pu mettre en place des stratégies sociales efficaces à partir d'une mobilisation de ressources culturelles liées à leur forte insertion territoriale. Cette mobilisation semble s'orienter vers une reconversion d'un capital essentiellement à usage local en un capital à valeur plus générale. La rénovation aura pu ainsi constituer un opérateur de déblocage de trajectoires sociales.

Citer ce document / Cite this document :

Bidou-Zachariasen Catherine. Rénovation urbaine et stratégies familiales : une étude de cas. In: Sociétés contemporaines N°17, Mars 1994. pp. 11-27.

doi : 10.3406/socco.1994.1152

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/socco_1150-1944_1994_num_17_1_1152

RÉNOVATION URBAINE ET STRATÉGIES FAMILIALES : UNE ÉTUDE DE CAS ¹

RÉSUMÉ : *Cet article analyse les effets d'une opération de rénovation urbaine, menée dans un quartier urbain central d'une ville moyenne, sur la population qui en était originaire. Il s'agit d'une population traditionnellement ouvrière qui, à travers plusieurs facteurs liés à l'histoire de l'agglomération, s'était trouvée paupérisée. Bien que de faible niveau socio-économique, certains ménages ont pu mettre en place des stratégies sociales efficaces à partir d'une mobilisation de ressources culturelles liées à leur forte insertion territoriale. Cette mobilisation semble s'orienter vers une reconversion d'un capital essentiellement à usage local en un capital à valeur plus générale. La rénovation aura pu ainsi constituer un opérateur de déblocage de trajectoires sociales.*

« La rénovation ne bouscule pas seulement des murs et des rues, elle affecte profondément un groupe humain, provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales; ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l'habitat et doivent s'étudier comme une forme particulière du changement social en général. » constatait l'auteur d'une recherche sur les transformations sociales qu'avait connues une partie du treizième arrondissement de Paris après avoir été rénové (Coing, 1966). Il notait également que la conjoncture de rénovation urbaine représentait une situation expérimentale intéressante car facile à constituer en variable indépendante. Dans le cas qui va nous concerner, une opération de rénovation d'un quartier central, populaire et dégradé d'une ville de moyenne importance, la situation sera d'autant mieux cernée que la proportion de population demeurée dans le quartier après rénovation sera relativement importante par rapport à ce qui se passe couramment dans ce type d'opération ². Cependant ce qui nous intéressera ici ne sera pas tant le changement social en général dans le quartier que les effets de l'événement « rénovation » sur cette partie de l'ancienne population qui a fait le « choix » ou retenu l'option de rester dans le quartier ³.

1. Je remercie Edmond Preteceille qui m'a permis par ses remarques d'améliorer la première version de ce texte.
2. Plus de la moitié restera ici dans le quartier rénové contre à peine plus d'un quart dans le cas de l'îlot Jeanne d'Arc, étudié par Coing (1966).
3. Nous utiliserons ici les données recueillies lors d'une recherche menée pour le compte de la Mission du Patrimoine Ethnologique du Ministère de la Culture, qui portait sur cette rénovation envisagée à partir d'une double perspective, d'une part celle des politiques locales, en particulier celles concernant

À partir d'une analyse du contexte socio-territorial nous allons étudier comment des acteurs sociaux ont subi un événement (l'opération urbaine) qui dura plusieurs années, ou s'en sont emparés, ou les deux à la fois. Qu'est ce qui s'est trouvé engagé dans l'accès au nouveau logement, comment a été négociée une sorte de synthèse entre anciennes et nouvelles pratiques quotidiennes, entre anciens et nouveaux modes d'exercices de citoyenneté locale ? Mais nous verrons comment, au delà des évolutions formelles qui ont marqué les vies matérielles, c'est beaucoup plus qui s'est joué. Bien que la saisie du processus pose problème en raison du peu de recul temporel, les ménages (et non pas les individus c'est à dire déjà une résultante de rapport de forces entre des individus) semblent avoir été en mesure, pas tous avec la même réussite ni la même aisance, de développer des stratégies sociales, qu'on pourrait définir comme de rétablissement ou de déblocage de trajectoires. Nous allons montrer comment, à partir de l'opportunité de l'événement rénovation, il y a eu mobilisation de différents types de ressources et tentatives de reconversion du capital que celles-ci représentaient dans le contexte socio-territorial antérieur en un capital utilisable dans le nouveau contexte.

1. UN CONTEXTE SOCIO-TERRITORIAL

Au nord de la cathédrale d'Amiens le quartier de Saint-Leu s'étend sur une vingtaine d'hectares. Sa trame urbaine est marquée par un réseau de bras de rivières et canaux qui furent à l'origine d'implantations industrielles (moulins, teintureries, filatures) qui demeurèrent prospères des siècles durant. Le quartier abritait alors toutes les catégories de population, ouvrières, commerçantes voire bourgeoises. Mais dès la fin du dix-neuvième siècle il connut une première vague de désindustrialisation et perdit aussi son caractère de population mélangée. Seule la main d'oeuvre locale continua à y résider. Dans les années mille-neuf-cent-cinquante quelques entreprises étaient encore en activité et la population, essentiellement ouvrière, travaillant ou non sur place, avait conservé une grande stabilité résidentielle en dépit d'un habitat en mauvais état. Mais son faible niveau socio-économique et l'insalubrité du cadre de vie avaient cristallisé autour de Saint-Leu une très mauvaise image.

Les multiples projets de rénovation élaborés par les Municipalités successives n'imaginèrent pas d'autre solution que son arasement. La construction des ZUP et

la « valorisation culturelle » du centre-ville, et d'autre part celle des transformations sociales engagées par ces mêmes politiques (Bidou-Zachariasen, 1993). Au point de vue méthodologique, le volet portant sur le quartier et ses habitants a été mené selon une approche de type anthropologie urbaine classique mêlant l'analyse de documents et de statistiques, l'observation de pratiques et l'analyse d'entretiens semi-directifs. Ceux-ci ont été menés en deux étapes auprès d'un échantillon d'une cinquantaine de ménages (dont trente-cinq originaires du quartier et quinze nouvellement arrivés). Pour les ménages « originaires », qui seuls concernent le présent article, les premiers entretiens ont porté sur le déménagement, le nouveau logement et le nouveau quartier comparés aux précédents, l'impact du changement sur leurs organisations de vie quotidiennes. Dans un deuxième entretien nous les avons interrogés très longuement sur leurs histoires personnelles et familiales (dans le quartier et en général). En leur faisant ainsi remonter le temps on a essayé de reconstituer avec eux leurs trajectoires sociales et familiales. Les interviews ont été complétés par des questionnaires fermés portant entre autres sur : la structure du ménage, le réseau familial (dans et hors quartier), l'appartenance associative, les emplois (y compris ascendants et enfants adultes), les niveaux scolaires, les salaires, les revenus globaux, les loyers ou traites, les charges fixes.

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DU QUARTIER
DANS SON ENVIRONNEMENT URBAIN AVANT LA RÉNOVATION

Alors que dans les années cinquante le quartier comptait dans les 3 500 habitants, il va connaître une décroissance constante jusqu'aux premières années de la mise en oeuvre de sa rénovation, 2 600 habitants au recensement de 1975, et 2 200 à celui de 1982. Sa structure démographique ne subit pour autant de transformations profondes. Si c'est surtout des jeunes adultes qui le quittèrent pour trouver ailleurs en particulier dans les ZUP périphériques récentes de meilleures conditions de logement, les ménages « précaires » plus tardivement arrivés appartenaient aux mêmes catégories d'âge. Par rapport aux quartiers centraux limitrophes, Saint-Leu était démographiquement plus équilibré, avec plus d'enfants (30 % de moins de vingt ans pour seulement 18 % dans le centre et plus aussi de jeunes adultes, mais des personnes âgées en moindre proportion. Par rapport aux ZUP par contre, il comptait plus de personnes âgées et moins d'enfants. Les ménages étrangers étaient dans ce quartier plus nombreux que dans la moyenne d'Amiens (8,5 % – surtout portugais – contre 5,5 %) mais deux fois moins nombreux que dans les ZUP.

Les caractéristiques socio-économiques de Saint-Leu individualisaient également ce quartier par rapport aux autres quartiers centraux (Debonneuil, Golac, 1978). En 1975 la population active comptait 60 % d'ouvriers et personnels de service et 15 % d'employés. En 1982, plus d'employés et moins d'ouvriers mais toujours plus de 70 % de catégories populaires. Par contre les cadres supérieurs et moyens cumulés ne représentaient que 11 % de la population active en 1975 comme en 1982, alors que dans le centre ceux-ci aux mêmes dates étaient plus de 45 % et les catégories populaires, ouvriers et employés seulement 10 %.

La population active féminine représentait 30 % de la population féminine totale, soit un peu moins que la moyenne pour la ville (37 %).

Les chômeurs étaient à Saint-Leu plus nombreux que partout ailleurs dans l'agglomération : 20 % en 1982 contre 11,5 % pour l'ensemble de la ville, 16 % dans les quartiers de type ZUP et seulement 7 % dans les quartiers hyper-centraux. Les revenus déclarés du travail étaient particulièrement bas, plus de la moitié des ménages gagnant moins que le SMIG.

Sources : Recensements INSEE, 1975, 1982 ; Enquête Municipale, 1976.

Parmi les plus âges des habitants que nous avons rencontrés, nombreux étaient ceux qui avaient été ouvriers et ouvrières du textile. Cette forte correspondance entre un territoire de travail et de résidence est sans doute au principe de cette micro-société locale qui avait sédimenté au cours des siècles dans une triple composante, ouvrière, urbaine et picarde. La disparition progressive de l'activité économique ne semblait pas avoir remis en cause l'identité territoriale que les habitants ont continué à partager et qui s'alimentait encore de sa spécificité morphologique. L'étroitesse des ruelles et canaux que bordaient des rangées de minuscules maisons distinguait en effet Saint-Leu du tissu urbain environnant, comme l'avait illustré une précédente étude (Plan Construction, 1979). Cet habitat était corrélatif de modes de vie et d'un rapport à l'espace particuliers, au sens où Lefebvre (1968) utilisait ces notions. Les logements de petite taille et sans espace intermédiaire entre public et privé, étaient, lorsque le temps le permettait, ouverts en permanence sur l'« espace-rue » qui fonctionnait de fait comme espace de médiation. Il n'était pas perçu comme espace public mais plutôt comme espace communautaire. Appropriable et approprié par les habitants et le voisinage, il pouvait tout à la fois être la scène de conversations continues, des jeux d'enfants, parfois même de repas. Ce rapport à l'espace n'était pas spécifique au quartier, il était celui des habitants des quartiers ouvriers traditionnels (Verret, 1979). Il s'était seulement prolongé ici plus longtemps qu'ailleurs.

Un des fondements de cette « société de quartier » qui jusqu'à la veille de la rénovation se vivait comme « village » et dont le mode de sociabilité dominante était la « communauté » (Gurvitch, 1963), résidait aussi dans le réseau de parenté locale qui s'y était constitué et reproduit depuis des générations et en cela elle était très proche de ce quartier du sud-est londonien étudié dans les années cinquante par Willmott et Young (1957) et dont ils écrivaient : « Bethnal Green n'est pas le refuge provisoire d'individus atomisés par l'industrie et la grande ville, mais une communauté où les relations de parenté sont un aspect essentiels de la vie quotidienne ». A Saint-Leu presque tous les habitants étaient d'une manière ou d'une autre parents ou alliés entre eux, à l'intérieur d'un nombre restreint de « grandes familles », et ce réseau était complexifié par les fréquentes unions successives et enfants dits de « lits différents ». Lorsqu'on a interrogé les plus âgés sur leurs anciens réseaux locaux d'interconnaissances et d'interfréquentations, on a pu constater leur importance et leur complexité. Chacun des interviewés connaissait à peu près toute la communauté de voisinage, avait des relations avec un grand nombre de ses membres. Par contre ces réseaux sociaux semblaient s'arrêter à la frontière géographique du quartier. Ce tissu social serré avait sans doute permis que se développe et perdure ici aussi plus qu'ailleurs une solidarité quasi-institutionnalisée qui amortissait les effets de la pauvreté et qui avait perduré jusqu'à ces toutes dernières années. S'il faut prendre garde de faire la part des choses lorsque l'on écoute des discours qui ne sont que des reconstitutions parfois mythiques du passé, on peut sans doute considérer comme véridique une certaine qualité du lien social, malgré ou plutôt au delà des problèmes sociaux liés à la grande pauvreté, comme des pratiques d'alcoolisme, qui étaient aussi une des dimensions constitutives de l'identité locale.

Mais au delà de ces particularités, telles la forme et la structure de ses réseaux sociaux qui pouvaient faire apparaître le quartier comme refermé sur lui-même, selon

d'autres critères il pouvait au contraire être perçu comme particulièrement ouvert, par exemple vis à vis de la « chose publique ». Il se démarquait encore en cela par rapport aux modalités de citoyennetés urbaines des quartiers centraux limitrophes, ou même d'autres quartiers urbains populaires. C'était tout d'abord dans le militantisme politique que cette citoyenneté s'exprimait. La cellule locale du Parti Communiste y était particulièrement active et regroupait une partie importante de la population. La citoyenneté locale se manifestait aussi depuis la fin du siècle dernier à travers un vie associative dynamique qui couvrait une pluralité de domaines, depuis des activités culturelles traditionnelles, comme le théâtre de marionnettes, jusqu'à d'autres à caractère plus social. Le sport encore constituait un domaine d'investissement associatif important. Dans les dernières décennies c'est sur le football que les énergies locales s'étaient le plus mobilisées. Les matchs du dimanche constituaient le prétexte à des sorties en groupe, en famille, et à des manifestations parfois bruyantes de soutien aux siens, particulièrement lorsqu'ils se passaient « à domicile ». Le terrain de « foot », contigu au quartier, et sa buvette offraient en pleine ville un lieu de retrouvailles quasi-campagnard. L'exacerbation du « nous » qui semblait être l'enjeu de ces loisirs populaires, tant dans le soutien à l'équipe locale que dans l'usage exclusif de l'espace, évoquait la scénographie qui organisait les dimanches des couches populaires anglaises dans l'immédiat après-guerre (Hoggart, 1970).

Bien que perçu en général de l'extérieur comme une entité sociale homogène, le quartier n'en était pas moins, comme tout « village », géographiquement et socialement stratifié. On pouvait y distinguer, et les habitants eux-mêmes distinguaient, trois sous-groupes dont la hiérarchie semblait correspondre à l'ancienneté d'installation familiale dans le quartier. Au sommet un petit groupe se vivait comme une sorte de petite bourgeoisie d'origine ouvrière et regroupait les plus anciennes familles liées au travail du textile. Ce sous-groupe correspondait à des familles qui au-delà de la disparition des métiers avaient déjà négocié des trajectoires d'ascension sociale. Celles-ci s'étaient accomplies essentiellement à travers l'accession à la propriété et la reconversion professionnelle réussie. On y trouvait des artisans, commerçants, petits entrepreneurs. Ils résidaient dans la partie sud du quartier qui correspondait originellement à sa partie portuaire et commerçante. Leurs enfants, en mobilité ascendante, avaient en général quitté le quartier. Un second sous-groupe d'« anciens » habitants était constitué d'une population un peu moins liée à l'activité traditionnelle du quartier, d'âge plus varié, car en faible mobilité sociale. Parents, enfants mariés, grands-parents, les familles évoluaient et se recomposaient à proximité les unes des autres. Beaucoup avaient des emplois liés au secteur public, État ou Ville. Il a déjà été montré ailleurs comment des réseaux familiaux intriqués aux affiliations politiques peuvent constituer des modes d'accès efficaces à des emplois publics locaux (Segalen, 1990). On trouve ici des mêmes types d'usages sociaux de la parenté. C'est surtout autour de la place centrale que ce « noyau dur » du quartier résidait. Les locataires y étaient majoritaires et les familles pouvaient changer fréquemment de maisons en fonction de leur agrandissement ou au contraire du départ des enfants. Elles n'allaient cependant jamais très loin et les nouveaux emménagements se réalisaient à l'intérieur d'un périmètre restreint. Ce sous-ensemble n'était d'ailleurs pas réellement distinct du précédent et l'on trouvait entre eux quelques relations familiales et d'alliance. La troisième composante concernait les ménages les plus récemment arrivés, logés par les Municipalités

successives dans un parc immobilier constitué en vue de la future rénovation, parc fortement dégradé et dans lequel ceux-ci habitaient souvent à titre gratuit ou en payant un loyer symbolique. Peu intégrés au travail salarié, leurs revenus, outre les prestations sociales, provenaient d'activités au noir de type brocante ou ferraille, parfois de revenus moins « légitimes » et la « débrouille » était chez eux érigée en principe de vie, comme une enquête antérieure l'avait montré (Selim, 1982). Coutumières de l'exclusion géographique et sociale en raison de leur marginalité économique, ces familles s'étaient à leur manière intégrées au quartier. Cette intégration s'était surtout réalisée à travers un certain nombre d'alliances contractées par leurs enfants parmi la population d'origine. Ces ménages ont le plus souvent été logés dans les rues nord du quartier, où les maisons étaient les plus dégradées. Certains néanmoins résidaient au milieu des familles plus traditionnelles et des liens de voisinage et même d'entraide s'étaient établis. Ces trois sous-groupes sociaux étaient donc en recouvrement partiel et une certaine mobilité pouvait exister de l'un à l'autre.

Cependant malgré les aspects positifs qu'avait longtemps présenté ce territoire pour ses habitants, tant d'un point de vue matériel (entraide) que symbolique, offrant des éléments compensatoires d'identification à ceux qui étaient en perte d'identité professionnelle, il avait aussi pu être à l'origine de lourdes dérives individuelles. À étudier les histoires de familles on a pu constater la grave paupérisation qui a marqué beaucoup d'entre elles dans cette période charnière de la fin des années soixante et années soixante-dix, période qui a correspondu à la fois à un renouvellement démographique local, à la fermeture des dernières entreprises et au début de la montée générale du chômage. Etant donné le petit nombre de « grandes familles » concernées par le réseau local de parenté, on a pu assez bien reconstituer les histoires croisées de chacune d'entre elles, les évolutions et les étapes de leurs différents membres. Certains à cette époque ont apparemment fait un choix d'éloignement du quartier pour fuir sa pesanteur sociale, d'autres n'eurent pas les moyens de ce type de choix et ont pu s'être trouvés enfermés dans une véritable « culture de la pauvreté ». Le quartier avait offert des ressources pour vivre avec ou malgré la pauvreté mais pas les recettes pour en sortir ⁴. C'est ce que l'on saisit à travers les récits de trajectoires compliquées et parfois semées d'événements dramatiques.

2. UNE OPÉRATION URBAINE INNOVANTE

Lorsque les élections municipales de 1971 portèrent au pouvoir un nouveau maire, instituteur communiste, l'insalubrité et la paupérisation du quartier étaient très accentuées. Enfermée dans le périmètre de ses ruelles et canaux, la population y vivait comme retranchée dans la crainte de sa propre disparition. Malgré cela le « mythe » de Saint-Leu, à la fois mauvais quartier mais vivant et « authentique » avait attiré un certain nombre de jeunes, d'étudiants, d'artistes qui s'étaient mis à y louer ou même acheter des vieilles maisons. Toute une « mouvance » militante de type alternatif s'y était aussi développée dans ces années-là. La nouvelle équipe entama, ainsi qu'elle l'avait annoncé dans sa campagne électorale, les études nécessaires

4. Dans une étude portant sur les villes anglaises l'auteur estime utile pour analyser la dégradation de certains quartiers de centres anciens, le recours à la notion tant décrite de « culture de la pauvreté ». Nous avons ici la même position. (Harrison, 1983).

à l'élaboration d'un programme de rénovation. Celui-ci devait reposer sur quelques principes de base, la préservation des caractéristiques architecturales et urbanistiques et l'offre du maintien sur place pour la population. Il s'agissait de mêler la « réhabilitation » des maisons dont l'état l'autoriserait et la « rénovation » par reconstruction de l'habitat trop dégradé selon une architecture modernisée mais qui en respecterait l'esprit. Une légère densification du bâti devait engager un processus de repeuplement (3 500 à 4 000 habitants envisagés en fin de rénovation). Si l'opération était déjà complexe à mener à bien pour des raisons particulières – surcoûts des travaux en raison de l'humidité du site – la logique générale d'évolution des centres-villes qui était à leur « gentrification » conférait à la solution retenue un caractère déphasé qui rendit difficile son montage financier. Cependant les acteurs locaux surent utiliser au coup par coup un certain nombre de dispositifs techniques offerts au cours des années par l'arsenal des politiques de l'habitat (voir encadré).

À la fin de la décennie quatre-vingt, l'espace public, rues, ruelles, canaux, ponts et passerelles, comme la majorité des habitations, avaient retrouvé un aspect pimpant. Des nouveaux ensembles de logements à deux ou trois niveaux alternaient avec des maisons anciennes complètement refaites parfois agrandies. Les abords du quartier avaient aussi été rénovés, le désenclavant par rapport au tissu urbain environnant. Malgré un certain degré de renouvellement de la population, les relogements sur place d'anciens ménages ont été nombreux, et différenciellement localisés. La partie sud du quartier, la plus proche de la cathédrale et la plus exposée à d'éventuelles visites de touristes, a été celle qui a connu la plus grande transformation sociologique. Les anciens petits propriétaires y demeuraient minoritaires. Beaucoup de maisons ont été vendues et les anciens commerces se sont transformés en restaurants ou boutiques peu intégrés à l'ancien quartier. Toute la partie centrale où résidaient ceux que l'on a dénommés plus haut le « noyau dur » a gardé beaucoup de ses anciens habitants. C'est là qu'on a construit le plus de logements neufs, petits ensembles HLM, majoritairement habités par des familles « originaires ». La place centrale, centre géographique et social du quartier, et les rues qui l'entourent ont conservé leurs maisons anciennes et quelques nouveaux résidents sont venus s'intercaler au milieu des anciennes familles. Dans tout le nord, encore en attente de rénovation, demeuraient à la veille des élections municipales de 1989 des ménages aux ressources économiques très faibles, progressivement repoussés par la rénovation des autres secteurs.

Au moment de l'enquête (1991) la Municipalité issue de urnes de 1989 (maire UDF) mettait en vente sur le marché le reste du parc non rénové appartenant à la Ville ou à l'Office HLM, avec propositions de relogements en parc social périphérique. La nouvelle équipe avait également peu après son arrivée entrepris la construction d'une université, dans la partie ouest du quartier, sur un vaste terrain laissé vacant par la destruction quelques années auparavant d'une grande brasserie. Ce projet était déjà celui de l'ancienne équipe ; il a été repris et activé à la faveur du plan Université 2 000 lancé par le gouvernement. Depuis l'ouverture de l'université de Picardie-Jules Verne de Saint-Leu, à la rentrée d'octobre 1992, des cafés ont ouvert, des maisons réhabilitées sont habitées par des enseignants et étudiants, évolution mieux acceptée par les anciens habitants que la tendance antérieure qui ouvrait le quartier au tourisme.

LA RÉNOVATION, OUTILS ET RÉSULTATS

La Ville a eu recours tout d'abord à des crédits du FAU (fonds d'aménagement urbain) pour ses premières études. Puis elle a pu profiter de certaines procédures issues de la réforme de la politique du logement de 1977 comme les OPAH (opérations programmées d'améliorations de l'habitat) qui permettaient aux petits propriétaires, résidents ou bailleurs d'obtenir des subventions pour travaux qui ouvrait le droit aux APL (aide personnalisée au logement). Les logements neufs furent construits par deux offices HLM locaux dans le cadre des PLA (prêts locatifs aidés) ouvrant aussi droit aux APL, plus élevées que les anciennes « allocations-logement ». En 1984 la Ville candidata et obtint pour Saint-Leu une procédure DSQ (développement social des quartiers) qui durant cinq ans, à travers une structure opérationnelle permanente et des crédits plus réguliers, améliora le déroulement de l'opération. Outre les crédits concernant le bâti, cette structure assura aussi l'encadrement social des relogements.

Au cours des années cependant, le maître d'ouvrage prenant conscience que les opérations menées en PLA et d'un niveau de prestations assez élevé, et donc à loyers et charges relativement élevés, risquaient d'exclure un certain nombre de ménages, comme ceux qui n'avaient pas assez d'enfants pour prétendre à des APL conséquentes, ou ceux dont les enfants atteignaient leur majorité. Il diversifia les formules de financement et utilisa des crédits PALULOS (prime à l'amélioration des logements à occupation sociale) qui exigeaient des normes de confort moins élevées et donc de moindre coût pour les habitants (pour une analyse de ces procédures voir Blanc, 1990).

C'est aussi une formule originale d'auto-réhabilitation de leur propre maison qui fut offerte à des locataires, avec option d'accèsion à la propriété ou même location-vente. Encadrés et outillés par les techniciens d'une association de Castors, ceux qui se sentaient les capacités de mener à bien les travaux de gros oeuvre purent ainsi accéder à la propriété dans des conditions très avantageuses. A la veille du changement politique de 1989, sur l'ensemble des logements rénovés, 56 % appartenaient désormais aux offices locaux de HLM, contre 6 % avant rénovation, 6 % seulement appartenaient encore à la Ville contre 40 % auparavant, 37 % appartenaient à des propriétaires privés contre 54 % auparavant. (Cf. « Dossier de DSQ, Mairie d'Amiens, 1989 »). D'après estimation du recensement 1990, le quartier est passé de 2 200 habitants en 1982 à environ 3 500⁵. Sur cet ensemble 50 % représentaient des anciens du quartier relogés, pas obligatoirement dans le même logement, après une étape courte en logement-tiroir ou de plusieurs années en HLM hors quartier, 15 % étaient encore dans du non rénové. Les 35 % restants correspondaient à des nouveaux résidents dont le profil sociologique était assez typé, il s'agissait de ménages appartenant surtout aux classes moyennes salariées. D'autres étaient les attributaires de logements en tant que « nouveaux commerçants » de boutiques récentes ouvertes à l'initiative du maître d'ouvrage.

- 5.** Il est impossible d'être plus précis car à partir du recensement 1990 l'INSEE, sur recommandation de la CNIL, a procédé à des regroupements pour les quartiers inférieurs à 5 000 habitants. Les résultats concernant Saint-Leu ont ainsi été regroupés avec ceux concernant le quartier « Palais de Justice », limitrophe mais d'un type urbain totalement différent (bourgeois ancien). Ce chiffre représente une estimation par soustraction du chiffre de population du quartier « Palais de Justice » 1982 de celui concernant le nouveau quartier INSEE St-Leu + « Palais de Justice » 1990. Ce calcul approximatif peut être considéré comme ayant une certaine pertinence du fait de la grande stabilité du quartier « Palais de Justice » (stabilité estimée à partir de celle d'un autre quartier limitrophe de même type - bourgeois ancien- supérieur à 5 000 habitants, donc recensé de façon identique en 1982 et 1990 et qui n'a pas vu sa population varier entre ces deux dates).

municipal, ancien chauffagiste, la menuiserie, installation de placards et de cuisines « intégrées » par un chômeur et ainsi de suite. Plusieurs familles ayant désormais un logement plus grand qu'auparavant (en fonction des normes ouvrant droit aux APL, ou mêmes récents accédants) ont loué ou sous-loué des chambres à des étudiants. Des femmes au foyer se sont mises à proposer des « tables d'hôtes » à ces étudiants. D'autres ont pris des enfants en garde pendant la journée, de façon déclarée ou au noir. De tout temps les habitants du quartier étaient assez nombreux à s'occuper d'un jardin potager hors du quartier. Ils sont nombreux à avoir maintenu cette pratique. Certains vendent quelques produits maraîchers et les clients ne manquent pas dans le voisinage. Ces ressources supplémentaires, liées à la fois à la centralité du quartier et à sa composition sociologique plus diversifiée, permettent la plupart du temps de faire face aux nouveaux frais. Le chômage a ici depuis longtemps fait partie du paysage comme est aussi depuis longtemps banalisée la gestion de l'alternance ou du cumul, travail salarié, travail au noir, chômage, ressources épisodiques. On trouve même parmi ceux qui ont récemment emménagé un certain nombre de Rmistes, complétant ce revenu par du travail au noir.

Parmi les changements de pratiques entraînés par l'entrée dans le nouvel habitat, il y a aussi certainement une plus grande polarisation sur le foyer, plus confortable, qui peut s'être traduite par un certain repli sur l'espace privé. Les responsables associatifs se plaignent de cet état de fait. Assez âgés pour la plupart, ils ont du mal à trouver des remplaçants. C'est peut-être aussi l'alternative communautaire que constituait la structure associative traditionnelle qui a perdu son caractère de nécessité. Certaines habitudes demeurent cependant comme les quêtes en cas de deuil et le « colis des vieux » à Noël, pratiques ordinaires d'une entraide populaire mais à peu près disparues aujourd'hui des cités modernes (Schwartz, 1990) et auxquelles les nouveaux résidents s'associent. Ce recul d'audience des anciennes associations correspond peut-être seulement à leur redéfinition. Certaines sont demeurées pleinement actives (sport), d'autres se sont reconstruites soit sur des bases pleinement nouvelles soit en liaison avec des associations à l'initiative de nouveaux habitants (théâtre). Dans ce secteur en recomposition, et dans les deux types d'associations (anciens et nouveaux), l'enjeu semble être l'ouverture à l'autre population, gage souvent de l'obtention de subventions, mais aussi vecteur des nouvelles identités locales pour les uns comme pour les autres.

Malgré ce relatif recentrement sur l'espace privé, la vie de quartier et certains modes d'exercice de la citoyenneté locale, voire même une certaine capacité d'action collective, sont loin d'avoir disparu. En témoignent deux luttes ponctuelles engagées contre la Municipalité d'après 1989 à propos du réaménagement du parc public contigu au quartier. La première a été menée lorsqu'il fut envisagé de transformer le terrain de « foot » en « terrain de sport polyvalent avec buts amovibles » (sic). À force de manifestations, distributions de tracts, campagnes de signatures et démarches multiples, les jeunes et les responsables associatifs obtinrent la promesse de la conservation d'un terrain *ad hoc* et même de surcroît celle de la construction d'un vestiaire « en dur ». La seconde fut engagée pour contrer la destruction prévue de quelques pavillons bordant le chemin de hallage en lisière du parc, en bon état mais construits dans les années cinquante selon les canons de l'esthétique populaire et ne correspondant pas à l'esprit du projet. Réunis en association les habitants des maisons concernées parvinrent à mobiliser l'ensemble de la population y compris

Un autre domaine des vies quotidiennes semble avoir été atteint, de façon

On peut sans doute expliquer cette évolution du rapport à l'école de plusieurs

• « L'origine première de tout processus social de quelque importance doit être recherchée dans la constitution du milieu social interne » (Durkheim, 1960).

Dans leur rue, plusieurs nouvelles familles sont arrivées. « A côté, c'est un médecin, j'ai été me présenter, voir s'il avait besoin de rien, comme il connaissait pas... Moi à sa place je me serais sentie expatriée d'arriver dans un quartier qui n'était pas le mien... » . L'un et l'autre estiment que « c'est plutôt bien d'avoir comme maintenant une population hétéroclite »¹⁰. M. T. milite toujours comme avant à son travail et dans une association sportive locale. Leur vie de quartier est toujours la même « avec quelques nouveaux voisins en plus, c'est un peu une ambiance nouvelle aussi peut-être ». Les T. étaient auparavant intégrés économiquement et socialement mais selon une citoyenneté locale enfermante du point de vue de la mobilité sociale. La rénovation leur a permis l'accession à la propriété en centre-ville qui n'aurait jamais été imaginable dans un autre contexte. Mais elle a aussi été possible parce qu'ils en ont eu les capacités culturelles. Cette propriété acquise aussi en partie grâce aux ressources supplémentaires liées à sa centralité les fait accéder à un statut social amélioré. Les T. n'ont pas de fragilité de statut, ni de carence d'identité sociale. Ils sont pleinement intégrés dans le travail et la société de voisinage. Lui comme militant CFDT exprime une vision du monde qui valorise le consensus social et le mélange des classes. Ce système de représentations ne leur fait pas percevoir l'arrivée des nouveaux habitants comme une invasion ou une agression. Au contraire, ils vont retourner à leur avantage cette transformation sociologique du quartier. Cette espèce d'aisance sociale et mentale leur permet de mobiliser leurs énergies sur l'économique – pour réussir leur accession à la propriété – et sur l'avenir scolaire de leurs derniers enfants qui constitue de façon nouvelle pour eux un objectif relativement clair.

10. Une précédente étude (Pétonnet, 1982) constatait que dans les quartiers ouvriers en rénovation, « *les anciens habitants qui ne supportent pas le nouveau voisinage quittent les lieux accélérant ainsi le processus de renouvellement* ». Ici cette tendance à une perception « d'un quartier qui a perdu son âme » (cf. plus loin), a été contrée par un processus inverse, le nouveau voisinage a été perçu par certains comme opportunité de déstigmatisation.

nouvel Office, c'est ça sa politique, faire un quartier de rupins ». M. a toujours été militant politique et leader associatif. Il a entrepris de monter une nouvelle formule associative, (loisirs pour les enfants et animation de quartier) où il essaye « d'attirer des nouveaux résidents, parce que c'est ça qui est intéressant ».

Mais malgré tout M. a du mal à accepter la transformation du quartier qui selon lui « a perdu son âme ». Il apparaît à certains moments aigri et nostalgique, tout en tentant des ouvertures vers la nouvelle population. Autrefois figure archétypale du quartier, il en était aussi une personnalité centrale. « Paresseux et grande gueule mais généreux et débrouillard » dit de lui un membre de sa famille étendue. N'ayant jamais eu une grande stabilité professionnelle, c'est autour de son statut dans le quartier qu'il avait construit son identité. Or il se sent fragilisé dans ce nouvel espace, bien qu'il y tente une reconversion identitaire et statutaire. Il se sent aussi fragilisé par rapport à son logement. Il a très peur de devoir quitter le quartier en raison des hausses de loyer qu'il prévoit. Peut-être pourra-t-il y trouver un logement plus petit et moins cher ? Il est en pleine phase de reconstruction de son système de représentations. Parfois il exprime une représentation dualiste et conflictuelle d'un monde social clivé entre « les rupins » (« eux », « tous les autres ») et les « pauvres » (« nous »). Par contre, dans ses nouvelles fonctions associatives, c'est le mélange social qu'il essaye de promouvoir et de construire. Dans cette période d'incertitudes, il a du mal aussi à se projeter à travers ses enfants. Il craint pour certains, dit-il, qu'à leurs dix-huit ans, ils se mettent à voter FN. « Pour un vieux communiste comme moi ça fait plutôt mal au cœur », ajoute-t-il. Si M. ne parvient pas à rester dans le quartier qui était, plus encore que le cas précédent (postier), son principal vecteur d'inscription sociale, et où il fait des efforts de reconstruction identitaire, on peut penser qu'il peut glisser vers le « cas social ». Les M. doivent se recomposer des représentations du monde, du quartier et d'eux-mêmes cohérentes, travail que la famille précédente n'avait pas à accomplir. Les M. ne sont de ce fait pas encore en état de se mobiliser comme les T. pour une amélioration économique de leur situation ni de formuler des projets bien définis à propos de leurs enfants. Ils y parviendront peut-être dans un deuxième temps. Mais les enfants auront grandi.

♦ Mme B. a soixante-dix ans. Elle est originaire du quartier où elle a résidé toute sa vie presque sans interruption et où elle appartient aussi à une des « grandes familles » locales. Ses parents étaient ouvriers-tisseurs, ceux de son mari commerçants-ambulants. Elle-même a été ouvrière en filature lorsqu'elle était jeune puis plus tard femme de service à l'hôpital. Son mari d'abord commerçant est devenu ensuite électricien et est mort depuis vingt ans. Ils « n'ont jamais été au chômage et ont toujours bien gagné leur vie », dit-elle. Ils ont eu huit enfants qu'elle a fini d'élever seule. Elle vit actuellement avec une de ses petites filles de vingt ans et l'enfant de celle-ci. Elles sont locataires d'une petite maison dont le loyer est bien couvert par leur APL. Sa retraite et les prestations sociales leur permettent de vivre selon elles « très correctement ». Une de ses filles vit à proximité. A l'écouter raconter l'histoire de la famille, on saisit à la fois tout le contexte temporel global où la régularité des salaires avait assuré une amélioration régulière des niveaux de vie, mais aussi comment le contexte local avait influé de façon différente sur le déroulement des vies.

Quatre de ses enfants « ont maintenant des belles situations » dit-elle, tandis que des quatre autres, l'un a été tué dans un règlement de compte local (par le fils d'une

autre famille du quartier) et trois ne donnent plus de nouvelles. Ils « habitent dans le sud (de la France) mais ils doivent pas se rappeler qu'ils ont une mère » dit-elle avec amertume, ajoutant, « ceux-là ils en ont fait des bêtises ! ». A l'heure actuelle on a l'impression que le quartier rénové l'aide un peu à effacer le contexte du drame. Elle fait constamment des rapprochements d'images, laissant à penser que le confort et la propreté sont à l'image des vies nouvelles qui vont pouvoir s'y dérouler. « S'ils avaient pas eu des mauvaises influences mes fils, ça se serait jamais passé comme ça ». Elle évoque avec fierté certains de ses « petits enfants qui sont étudiants et travaillent très bien ». Elle développe par elle-même, sur un ton de rancœur parfois de colère, toute une analyse de l'enfermement dans la pauvreté que le quartier a connu, dans lequel elle voit la cause originelle des « bêtises » de ses fils, et que la rénovation, elle l'espère, va faire oublier. Comme si elle tentait de récupérer une identité qui aurait dû toujours être la sienne, celle d'une condition ouvrière faite de vie matérielle « aisée » et de « vie droite ». Elle semble avoir « récupéré » des conditions de vie qui la rétablissent dans les représentations qu'elle avait d'elle-même.

On saisit à travers ces cas comment la rénovation peut à la fois avoir déstabilisé une population qui tirait l'essentiel de son identité d'un territoire traditionnel paupérisé, mais comment aussi dans le même temps elle peut l'avoir désenclavée culturellement. Cependant dans les trois cas le relogement s'est traduit par une ouverture du choix des possibles par rapport à leur condition sociale antérieure. La rénovation aura joué potentiellement comme un opérateur de rétablissement social. Il est en train de s'y jouer un processus contraire à ce qui s'y était passé il y a trente ans. Alors que le contexte global était à l'ouverture des trajectoires sociales, celles des habitants du quartier avaient en général été dans le sens de la stagnation ou du déclin. Dans le contexte actuel caractérisé plutôt par des itinéraires de stagnation ou de déclin, ces familles paraissent en mesure de se réapproprier des potentialités d'ouverture sociale. Mais si cela a été possible, c'est parce que le changement social résultant de l'événement rénovation, a été intégré, bien que pas par tous avec la même aisance. Et cette intégration est liée, on peut en faire tout au moins l'hypothèse, à un « effet-territoire », c'est-à-dire à la prégnance de cette culture populaire territorialisée. Des agents sociaux, largement dominés dans la structure sociale globale, ont pu agir en acteurs, constituant en capital leurs ressources. Ils ont construit leurs stratégies à partir de ce qui était à leur disposition, en l'occurrence un certain type de capital, culturel, social, informationnel, de caractère spécifique car à usage et donc à valeur presque exclusivement interne (au quartier). Dans le cas des T. par exemple, ce capital informationnel leur a permis d'être dans les bons circuits, d'être bien conseillés pour monter leur dossier d'« accession ». Dans leurs pratiques actuelles, ils essayent de reconvertir un capital à strict usage interne en un capital à valeur plus générale. Leur aspiration à intégrer les règles du jeu scolaire peut s'analyser comme la tentative de dépasser la règle du jeu locale pour s'inscrire dans un « nomos » (au double sens grec de « loi » et de « district ») plus général. Et le « scolaire » peut constituer une voie d'accès au général ainsi que le notait déjà Weber (1971) : « Le titre scolaire a pour fonction de produire des individus interchangeables ». Dans le second cas, M. essaye de reconvertir son capital social antérieur (personnalité du quartier traditionnel) en un capital social à plus large

spectre, cherchant la reconnaissance de sa compétence de militant associatif auprès de nouveaux acteurs sociaux.

3. 3. EXCLUSION SOCIALE ET « REQUALIFICATION TERRITORIALE »

Cette enquête a été menée deux ans seulement après le changement de Municipalité, lorsque l'inflexion qui semblait s'amorcer dans les politiques urbaines de l'ensemble de l'agglomération et en particulier dans celles concernant l'achèvement de cette opération ne s'était pas encore fait sentir ¹¹. Il semblait néanmoins évident que le caractère social qu'elle avait eu risquait d'être mis à mal, en particulier à travers une révision de loyers que pouvait mettre en place l'Office HLM dès qu'il le pourrait, les procédures de financement utilisées ayant imposé leur blocage sur dix ans. C'est aussi tout ce qu'il restait à rénover, « privatisé » après le changement politique, qui a vu son statut et sa population rapidement changer depuis. Il serait regrettable que toutes les dynamiques sociales qui s'étaient progressivement mises en place sur une dizaine d'années soient remises en question. Si le quartier de Saint-Leu dans les années quatre-vingt avait été finalement rasé puis rénové « classiquement », sa population éparpillée aurait perdu le rapport particulier qu'elle avait entretenu avec son territoire, comme les ressources socio-culturelles qu'elle avait pu y capitaliser. Il est probable que la plupart des ménages auraient alimenté l'aggravation des problèmes d'exclusion socio-économique qu'ont connu depuis les quartiers périphériques de cette ville. La rénovation de ce quartier telle qu'elle a été menée a constitué, avant que le thème n'émerge dans le discours public, une politique efficace d'intégration et de lutte contre l'exclusion. Appliquée à une population qui avait des caractéristiques sociales et culturelles particulières, elle aura sans doute permis la réintégration dans des trajectoires sociales potentiellement plus ouvertes à la mobilité des ménages qui, dans un contexte particulier, en avaient été exclus.

Les politiques dites de la Ville menées par le gouvernement socialiste de l'époque comme celles que semblent aussi adopter l'actuel, dont l'un des porte-parole en la matière est précisément le premier magistrat de cette ville, ont pour objectif déclaré de mettre en place des procédures de « lutte contre l'exclusion » (Donzelot, 1991, 1994), en oeuvrant à la « requalification territoriale » ainsi qu'à la « recreation du lien social », dans les espaces listés comme quartiers ou banlieues « difficiles » et dont trois ZUP d'Amiens font d'ailleurs partie. Dans le même temps les processus de constitution et de peuplement de ces espaces ne sont jamais interrogés. Les effets de ségrégation découlant des « modernisations » des centres-ville telles qu'elles y sont menées par les décideurs locaux ne sont jamais remis en cause. Dans le cas qui nous concerne, c'est presque de toutes pièces que des difficultés socio-économiques jusque là contenues et auto-gérées risquent d'être construites en « problèmes sociaux ». Ceux-ci seront alors « traités » par ces dispositifs financés par l'État.

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN
IRIS/CNRS - Université de Paris Dauphine
75775 PARIS cédex 16

11. Il est rare que sur le long terme des telles opérations ne connaissent pas de changements de trajectoires par l'entrée en jeu de nouveaux acteurs, ainsi que l'a noté Marié (1970).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BIDOU-ZACHARIAESEN, C. (avec la collaboration de LEPRESLE, M.). Rénovation sociale et valorisation culturelle d'un quartier historique, Amiens face à son patrimoine. Rapport IRIS, 1993.
- BLANC, M. De l'habitat insalubre au logement social dévalorisé. *Les Annales de la Recherche urbaine*, décembre 1990, n° 49, p. 37-48.
- BOURDIEU, P. *Choses dites*. Paris, Editions de Minuit, 1987, p. 79.
- CHAMBOREDON, J.-C., LEMAIRE, J. Proximité spatiale et distance sociale. *Revue Française de Sociologie*, 1970, vol. XI, n° 1, p. 3-33.
- COING, H. *Rénovation urbaine et changement social*. Paris, Les Editions ouvrières, 1966, p. 14.
- DEBONNEUIL, X., GOLAC, M. Structure sociale des villes. *Economie et Statistique*, mars 1978, n° 98, p. 51-65.
- DURKHEIM, E. *Les Règles de la méthode sociologique*. Paris, PUF, 1960, p. 111.
- DONZELOT, J. (ed). *Face à l'exclusion, le modèle français*. Paris, Editions Esprit, 1991.
- DONZELOT, J. *L'Etat médiateur*. Paris, Editions Esprit, 1994.
- GURVITCH, G. *La vocation actuelle de la Sociologie*, tome I. Paris, PUF, 1963, p. 161.
- HARRISON, P. *Inside the inner cities*. Londres, Harmondsworth, Penguin Book, 1983.
- HAUMONT, N. Habitat et modèles culturels. *Revue Française de Sociologie*, 1968, vol. IX, n° 2, p. 180-190.
- HOGGART, R. *La Culture du pauvre*. Paris, Editions de Minuit, 1970.
- LEFEBVRE, H. *Le Droit à la Ville*. Paris, Editions Anthropos, 1968, p. 65.
- LEWIS, O. *Les enfants de Sanchez*. Paris, Editons Gallimard, 1963.
- MARIÉ, M. Sociologie d'une rénovation urbaine. *Sociologie du Travail*, 1970, n° 4, p. 469-488.
- PÉTONNET, C. *Espaces habités, ethnologie des banlieues*. Paris, Galilée, 1982, p. 27.
- PLAN CONSTRUCTION. *Typologies de l'Habitat ancien (1850-1948)*. Actes de Colloques, 1979.
- SEGALEN, M. *Nanterriens, les familles dans la ville, une ethnologie de l'identité*. Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1990.
- SÉLIM, M. Rapports sociaux dans un quartier anciennement industriel, un isolat social. *L'Homme*, octobre-décembre 1982, Tome XXII, n° 4, p. 77-86.
- SCHWARTZ, O. *Le monde privé des ouvriers, hommes et femmes du Nord*. Paris, PUF, 1990.
- VERRET, M. *L'espace ouvrier*. Paris, Armand Colin, 1979.
- WEBER, M. *Economie et société*. Paris, Plon, 1971.
- WILLMOTT, P., YOUNG, M. *Family and kinship in East London*. Londres. Londres, Routledge and Kegan, 1957. Traduction française, *Le village dans la ville*. Paris, Editions du CCI, 1983.